

Nîmes, le

12 SEP. 2023

Unité Inter Départementale Gard-Lozère
Cellule Risques Anthropiques
89 rue Weber
30 907 NÎMES cedex 2

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2023-052-DREAL

- complémentaire à l'arrêté préfectoral n°11.001N du 3 janvier 2011
- réactualisant les dispositions applicables en cas de période de sécheresse applicables à la société ROYAL CANIN sur la commune d'Aimargues

Le préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- VU** la directive n°2000-60 du Parlement Européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;
- VU** la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;
- VU** le titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** les articles L. 211-3, L. 216-4 et R. 211-66 à R. 211-70 du Code de l'environnement relatif aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau ;
- VU** le décret n°2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'instruction du 27 juillet 2021 relative à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse hydrologique ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- VU** l'arrêté cadre départemental n°30-2023-5-24-00001 du 24 mai 2023 définissant le cadre de mise en œuvre des mesures de limitation des usages de la ressource en eau en période de sécheresse dans le Gard ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°11.001N du 3 janvier 2011 actualisant les conditions d'exploitation de l'usine de fabrication d'aliments secs pour animaux de compagnie et autorisant l'extension d'un entrepôt de stockage de matières combustibles constituées de produits finis de la SAS ROYAL CANIN sur la commune d'Aimargues ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°20-118-DREAL du 22 avril 2020 réglementant le fonctionnement des installations suite à la mise en place d'une nouvelle machine de conditionnement et du pilote SHS ;
- VU** la lettre préfectorale du 16 septembre 2022 actualisant le classement des installations pour la protection de l'environnement au titre des rubriques 2160 et 1185 ;
- VU** le plan de réduction des prélèvements en eau en cas de sécheresse transmis par l'exploitant le 29 juin 2020 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12 juin 2023 ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral porté le 23 août 2023 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;
- VU** la réponse de l'exploitant en date du 29 août 2023 faisant part de ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que la société ROYAL CANIN est autorisée par arrêté préfectoral n°11.001N du 3 janvier 2011 à exploiter une usine de fabrication d'aliments secs pour animaux de compagnie sur le territoire de la commune d'Aimargues au titre de la législation sur les installations classées ;

CONSIDÉRANT que l'établissement est autorisé à prélever pour les besoins de son fonctionnement dans une ressource en eau qui dans certaines conditions de sécheresse, doit être protégée ;

CONSIDÉRANT qu'en cas de sécheresse, des mesures particulières et adaptées à la situation hydrologique doivent donc être prises ;

CONSIDÉRANT que les prélèvements de l'établissement sont réalisés au sein de la zone 10 « Vistrenque, Costières et Vistre » ;

CONSIDÉRANT l'arrêté cadre départemental n°30-2023-5-24-00001 du 24 mai 2023 définissant le cadre de mise en œuvre des mesures de limitation des usages de la ressource en eau en période de sécheresse dans le Gard définit les niveaux d'alerte, les secteurs hydrographiques et les mesures de limitation, restriction ou suspension des usages de l'eau en cas de crise sécheresse afin de permettre un accès à l'eau équitable entre usagers ;

CONSIDÉRANT que cet arrêté définit en annexe 6 les mesures minimales de restrictions des usages de l'eau pour les installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le guide de mise en œuvre des mesures de restriction des usages de l'eau en période de sécheresse de juin 2021 prévoit que pour les installations industrielles soumises à la réglementation ICPE, il convient de privilégier la prescription de mesures de restrictions d'eau spécifiques à chaque activité, en évitant la

prescription de réduction chiffrées et en prévoyant des mesures proportionnées aux différents niveaux de gravité de la crise sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée, crise) ;

CONSIDÉRANT que la consommation d'eau annuelle varie entre 59 754 m³ et 69 202 m³ sur ces 4 dernières années au regard d'un volume d'eau prélevé fixé par l'arrêté préfectoral du 3 janvier 2011 susvisé à 78 000 m³ par an ;

CONSIDÉRANT que le facteur de volume d'eau par quantité de produits finis fabriqués mesuré sur la base d'une moyenne sur une année est de l'ordre de 325 litres d'eau par tonne de produits finis ;

CONSIDÉRANT qu'en conséquence il est nécessaire de réviser les dispositions de l'article 3.8 de l'arrêté préfectoral n°11.001N du 3 janvier 2011 susvisé relatif aux mesures à prendre en période de sécheresse par la société ROYAL CANIN pour son site d'Aimargues afin de prendre en compte les dispositions du nouvel arrêté cadre départemental sécheresse du 24 mai 2023 et des recommandations du guide sécheresse établi par le ministère en charge de l'environnement ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Bénéficiaire

Sans préjudice des prescriptions des actes antérieurs ou des arrêtés ministériels applicables, les installations classées pour la protection de l'environnement exploitées par la société ROYAL CANIN sur son site situé sur le territoire de la commune d'Aimargues sont soumises aux prescriptions complémentaires des articles suivants.

Article 2 – Prélèvements d'eau autorisés

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les prélèvements d'eau.

Le ratio de référence est limité à 325 l d'eau par tonne d'aliments secs produits. Ce ratio est mesuré sur la base d'une moyenne sur une année.

Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur.

En tout état de cause, lorsque le niveau de gestion sécheresse d'alerte est déclenché sur la zone d'alerte où est situé l'établissement, soit la **zone 10 « Vistrenque, Costières et Vistre »**, les dispositifs de mesure totaliseur de la quantité d'eau prélevée sont relevés quotidiennement. Les valeurs de débit sont portées sur un registre informatisé, tenu à la disposition des services d'inspection des installations classées et de la police de l'eau.

L'exploitant anticipe et programme les opérations les plus consommatrices d'eaux afin de les réaliser, lorsque cela est possible, en dehors des périodes identifiées comme sensibles au regard de la ressource en eau disponible. En particulier, les opérations de nettoyage ou de

remplissage d'équipements prévisibles sont réalisées en amont de la période estivale.
Les prélèvements d'eau sont autorisés dans les quantités suivantes :

Ressources utilisées	Nom de la masse d'eau	Code SDAGE masse d'eau	Zone d'alerte	Prélèvement annuel autorisé	Débit de prélèvement journalier*			
					Niveau de gestion sécheresse			
					Normal ou Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
Réseau AEP	Alluvions anciennes de la Vistrenque et des Costières	FRDR101	Zone 10 Vistrenque Costières et Vistre	63 000 m ³	<u>Débit maximal</u> 260 m ³ /j Débit moyenné sur une période de 15 jours limité à 223 m ³ /j	<u>Débit maximal</u> 247 m ³ /j Débit moyenné sur une période de 15 jours limité à 210 m ³ /j	<u>Débit maximal</u> 234 m ³ /j Débit moyenné sur une période de 15 jours limité à 200 m ³ /j	<u>Débit maximal</u> 195 m ³ /j
Forage F1**	Alluvions anciennes de la Vistrenque et des Costières	FRDR101	Zone 10 Vistrenque Costières et Vistre	15 000 m ³	200 m ³ /j	Débit moyenné sur une période de 15 jours limité à 20 m ³ /j		
Forage siège F2***	Alluvions anciennes de la Vistrenque et des Costières	FRDR101	Zone 10 Vistrenque Costières et Vistre	5 000 m ³	<u>Débit horaire maximal</u> 8 m ³ /h	0		

* hors eau à usage sanitaire destinée au personnel, au chenil et à la chatterie et aux impératifs sanitaires (TAR)

** forage dédié à la protection incendie et au nettoyage de matériels de la station de prétraitement et de l'usine

*** forage dédié à l'irrigation des espaces verts

Article 3 – Plan d'actions en situation de sécheresse

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures d'économie décrites dans le tableau ci-dessous lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont déclenchées par le Préfet dans la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements de l'établissement, soit la **zone 10 « Vistrenque, Costières et Vistre »**.

Ces mesures se substituent à celles de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse.

L'information sur les zones d'alerte (sous-bassin hydrographique ou secteur de masse d'eau souterraine) et les niveaux de gestion sécheresse, sont disponibles sur le site internet de la préfecture et sur le site PROPLUVIA <http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/>.

Le dispositif reste activé jusqu'à l'information officielle de fin de situation de sécheresse.

Les mesures d'urgence à mettre en œuvre sont les suivantes :

Niveau de gestion sécheresse	Mesures générales cumulatives de niveau en niveau	Mesures spécifiques ICPE cumulatives de niveau en niveau
<u>Vigilance</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Information du personnel sur le dépassement du seuil de vigilance • Affichage de panneaux de sensibilisation à chaque point d'utilisation d'eau • Limitations volontaires des usages de l'eau 	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation du personnel au travers de communication en réunion d'équipe • Rappel des mesures d'économie d'eau élémentaires au personnel de l'usine • Relevé journalier des dispositifs de mesure totalisateur des installations de prélèvement d'eau et enregistrement • Envoi d'alarme en cas de dépassement de seuils prédéfinis (fonctionnel en 2024) • Anticipation des nettoyages annuels des équipements nécessitant de l'eau
<u>Alerte</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Interdiction d'arroser les pelouses et espaces verts • Interdiction de l'alimentation des points d'utilisation d'eau d'agrément • Interdiction des tests des poteaux incendie et des purges des réseaux d'eau, hors opération imprévue nécessaire à la garantie de la sécurité des installations • Opérations de nettoyage (véhicules, voiries...) limitées aux nettoyages permettant de garantir la sécurité et la salubrité publique • Usage exclusif de balayeuses/lessiveuses pour le nettoyage des sols des ateliers ou voiries, hors nettoyage particulier et imprévu nécessaire pour garantir la sécurité et la salubrité publique 	<ul style="list-style-type: none"> • Intervention immédiate de l'équipe de maintenance en cas de détection de fuite • Recyclage des eaux de test incendie pour les installations de sprinklage et renforcement de la communication auprès des entreprises extérieures réalisant ces essais hebdomadaires • Vérification renforcée du compteur principal et des compteurs divisionnaires pour identifier d'éventuelles dérives de compteurs ou fuites souterraines • Transmission du registre de prélèvement à l'inspection toutes les deux semaines → Réduction maximale estimée de 13 m³ d'eau par jour
<u>Alerte renforcée</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Report des opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées (opérations de nettoyage à grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique 	<ul style="list-style-type: none"> • Passage sur des arrêts de nettoyage tous les 15 jours avec un arrêt de 24 h de la production sur cette période ou toute(s) autre(s) mesure(s) présentant un niveau d'économie d'eau équivalent • Transmission du registre de prélèvement à l'inspection toutes les semaines → Réduction maximale estimée de 26 m³ d'eau par jour

<p>Crise</p>		<ul style="list-style-type: none"> • Arrêt temporaire d'une ligne d'extrusion ou toute(s) autre(s) mesure(s) présentant un niveau d'économie d'eau équivalent • Transmission du registre de prélèvement à l'inspection toutes les semaines • Le cas échéant, application des directives préfectorales pouvant aller jusqu'à l'arrêt en sécurité des lignes de production → Réduction maximale estimée de 65 m³ d'eau par jour
---------------------	--	---

Article 4 – Document spécifique sécheresse à mettre en place dès le seuil d'alerte

Lors de chaque atteinte du niveau de gestion sécheresse en « alerte », déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements, l'exploitant met en place un document spécifique sécheresse maintenu en permanence à jour et à disposition de l'inspection, présentant les actions de réduction menées et les gains obtenus.

Lors du franchissement du seuil d'alerte renforcée, l'exploitant transmet à l'inspection, dans un délai maximal de dix jours, hors période estivale d'arrêt pour travaux, un document spécifique « sécheresse » comportant :

- les éléments justificatifs des actions de réductions menées depuis le déclenchement du seuil « alerte » et des gains de réduction obtenus ;
- les volumes hebdomadaires d'eau prélevés en précisant et différenciant les différentes sources de prélèvement (réseau eau potable, milieux eau superficielles, milieu eaux souterraines, autres...) ;
- les prévisions de volumes prélevés sur les trente jours suivants et les actions d'économie d'eau en cours ou prévues ;
- le cas échéant, les difficultés prévisibles si la période de restriction perdure.

Ce document est ensuite mis à jour et transmis à l'inspection des installations classées hebdomadairement.

Article 5 – Plan d'actions et bilan

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées, un plan d'actions de réduction des consommations précisant :

- les mesures mises en œuvre sur ses installations lors du déclenchement des mesures d'urgence,
- leurs modalités d'application,
- les conditions de reprise,
- les gains de réduction des consommations attendus pour chacune des mesures proposées.

À l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) a été déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant :

- l'évaluation a posteriori de son plan de réduction,
- un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités,
- les coûts afférents et les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement.

Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées un mois après la fin des restrictions de prélèvement en eau.

Article 6 – Abrogation

Les dispositions de l'article 3.8 de l'arrêté préfectoral n°11.001N du 3 janvier 2011 susvisé sont abrogées à compter de la notification du présent arrêté.

Article 7 – Sanctions administratives

Dans le cas où les obligations prévues par le présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais impartis et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 8 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télérecours Citoyens » accessible à partir du site internet www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 9 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques – rubrique Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse :

<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1>

Article 10 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la DREAL Occitanie, le directeur de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Gard et le maire d'Aimargues sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société ROYAL CANIN.

Le préfet

Pour le préfet,
le secrétaire général


Frédéric LOISEAU